



## La cohérence territoriale de notre département en question

Alors que les réunions pour établir une cohérence entre les différents territoires du département se multiplient, nous faisons un nouveau point avec les acteurs locaux.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 803

9 mars 2006

prix: 0,70 €

**L'ÉNERGIE PUBLIQUE BRADÉE AUX MARCHÉS FINANCIERS.  
SUEZ DYNAMITE GAZ DE FRANCE.  
LE GOUVERNEMENT RENIE SES ENGAGEMENT.**

**De quel droit Dominique de Villepin et Thierry Breton annoncent-ils la fusion durant le week-end sans aucune concertation ?**

**Sarkozy déclarait il y a un an et demi : «La part de l'état ne descendra pas en dessous de 70 % dans GDF»**

**Les syndicats dénoncent la privatisation. Le Parti Communiste condamne la fusion**

Gaz

ance



### ■ DIRECTIVE BOLKESTEIN

P 2

Une nouvelle mouture adoptée au Parlement européen malgré 213 votes contre parmi lesquels les députés de gauche français PCF, PS et Verts.

### ■ TRIGNAC

P 3

Le centre de loisirs qui portera le nom de Jean René



TEILLANT a été inauguré le 18 février en présence de sa famille et de nombreux amis et camarades.

### ■ L'EMPLOI

#### EN QUESTION

P 4

L'affaire de la fonderie UFM à Châteaubriant n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la casse des emplois dans le département. Une page sociale au cœur de ces questions

### ■ SOUSCRIPTION

P 3

Nous publions notre 3<sup>e</sup> liste des souscripteurs pour notre journal. Une initiative financière pour le développement des «Nouvelles»





# L'actualité politique...

## EN BREF

### Tout se barre

La dernière enquête d'opinion sur la confiance en nos dirigeants confirme un important recul de la popularité de notre premier ministre. Avec plus d'avis défavorable (43%), il chute de 9 points selon les Français et même de 15% chez les jeunes de 18-24 ans. N'a-t-on pas, à la vue de ces chiffres, la facture de la politique menée ?



### Ne touchez pas au grisbi

Le patron de BNP Paribas s'insurge à l'idée de la demande de l'UFC Choisir de taxer exceptionnellement de 5 milliards les bénéfices de Total qui se chiffraient en 2005 à 12 milliards d'euros. «Ce ne serait pas raisonnable de taxer davantage les entreprises» s'est-il défendu en bon avocat du libéralisme à tout va...

### Ce n'est pas juste !

Toujours entre la chèvre et le chou ce pauvre Bayrou qui déclare à propos de CPE «La période de 2 ans d'essai pour les CPE est déloyale». Il faut être sacrément réformiste pour croire encore que les rapports entre salarié et employeur se jugeaient sur la loyauté... !

### Toujours entre chèvre et chou

Petite critique minimum du CPE mais il n'est absolument pas question pour le patron de l'UDF de voter la motion de censure. Critique un petit peu pour la galerie d'accord mais de là à s'exprimer avec la gauche... nuances...

### Les regrets de J.M. Ayrault

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a regretté que la nouvelle mouture de la directive Bolkestein qu'il juge comme une «avancée réelle» n'ait pas été votée par ses amis socialistes français au Parlement européen. Aurait-il été positif que les voix socialistes se mêlent à celles des libéraux européens ?... C'est une question de fond.

### Royal (1)

La candidate à la candidature socialise pour la présidentielle estime, à propos des 35 heures, «qu'il y a eu déjà des mesures d'assouplissement (prises par la droite) et que d'autres méritent réflexion (de la part de la gauche)...», rajoute «Qu'elle ne remettrait pas en cause les «contrats Borloo» et termine son entretien par : «Je ne me déferai pas pour le plaisir de ce qu'a fait la droite» au moins, c'est clair.

### Royal (2)

Toujours sensible à la politique qui n'a vraiment rien de gauche de Tony Blair, la prétendante à la candidature à qui certains reprochent son soutien au premier ministre britannique, en remet une couche en déclarant «Tout ce qu'il fait n'est pas bien mais tout n'est pas à reprendre»... sans commentaires...

## Point de vue

Par Aymeric SEASSAU



Le 21 avril 2002, la droite, la presse et même certains à gauche annonçaient l'imminente disparition du Parti Communiste. Pour ceux là, il s'agissait de saluer l'affaiblissement d'un obstacle à la soumission de la France aux normes du capitalisme mondialisé. C'était

oublier les communistes et leur détermination puisqu'en 2005, le PCF connaît une progression de ses forces militantes sans précédent depuis des décennies. Bien sur, les oiseaux de mauvaise augure continuent de persifler tandis que les communistes s'emparent de leurs débats de congrès. Au cœur de ces débats est posée la question du rôle d'un Parti communiste dans la France et l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle. La réponse n'est pas dans les livres. Elle se trouve dans le formidable engagement de ces hommes et de ces femmes pour refuser les guerres et la situation faite aux peuples du Moyen-Orient et elle apparaît naturelle lorsque

le PCF est le seul Parti à proposer de taxer les revenus du capital plutôt que les salaires pour financer les retraites et la protection sociale. En 2005, le mois de mai a vu fleurir l'espoir d'une Europe sociale et insoumise aux marchés financiers. Là encore, le rôle du Parti Communiste organisé et au service de l'expression d'un rassemblement antilibéral est apparu naturel. Ce Congrès ne doit pas être celui des mots mais bien celui des actes. La droite cogne, le patronat applaudit et le mouvement populaire se mobilise avec énergie, comme actuellement pour le retrait du CPE... et les institutions demeurent aux mains des libéraux. Les lois d'initiative communiste sur la modernisation sociale ou sur le

contrôle des fonds publics auraient été utiles aux salariés. De la même manière, le projet d'une sécurité d'emploi et de formation semble constituer une réponse pertinente face à la précarisation du salariat et à la casse du code du travail. Les débats de notre Congrès peu-

«Les réponses se trouvent dans l'engagement des hommes et des femmes»

vent permettre d'apporter des réponses sur la nature du rapport de force à engager dans les luttes comme dans les institutions, à condition que nous réaffirmions l'ambition d'un Parti communiste fort et cohérent.

## Directive Bolkestein : un marché de dupes

C'est sans enthousiasme qu'une «petite» majorité de députés européens (394 pour, 215 contre et 33 abstentions) a voté la nouvelle mouture relookée de la directive Bolkestein visant à libéraliser les services dans l'Union européenne. L'esprit du texte qui avait été au centre des débats lors de la campagne du référendum sur la Constitution européenne, reste le même derrière des changements de mots. La nouvelle lecture du texte permet aux députés conservateurs un affichage flatteur sans pour cela supprimer son contenu très libéral. En effet, si «le principe d'origine» qui était une des principales pierres d'achoppement, a été enlevé de la rédaction de la circulaire, il n'en demeure pas moins qu'elle demeure au cœur du



système. Le maquillage du texte proposé ne fait également plus référence à «la politique sociale» et «à la protection des consommateurs».

Dans les faits, rien dans la directive ne vient remettre en cause le principe de la soumission de tous les services aux lois de la marchandise. La mobilisation syndicale et populaire «contre le plombier polonais», a contraint le Parlement européen à des manœuvres

de recul mais ne nous cachons pas la vérité, la mobilisation doit continuer car le texte adopté à Strasbourg comme le disaient des députés conservateurs «encourage une nouvelle époque pour le marché intérieur, et va encourager le business», c'est-à-dire ne gomme pas les aspects les plus choquants du texte initial.

Tout ce qui a été fait, dit, autour de la directive n'est pas vain. Les députés communistes, socialistes et verts français, ce qui est à signaler, ont voté contre son adoption. C'est pour la gauche française, à l'évidence, l'effet et le résultat du référendum quelles que soient les positions prises par les uns ou par les autres à cette période. C'est aussi, sans doute, que la directive en France n'est pas restée dans les dossiers militants de l'Europe ultralibérale. Elle a été portée au grand jour, discutée, dans un débat qui a permis une réelle mobilisation lors de la campagne référendaire mais aussi ces dernières semaines pour son retrait.

## De vous à moi...

Enfin, l'administration américaine se fait épingle pour ses atteintes à la dignité et aux droits de l'homme. Depuis 2002, quelques 500 détenus sont arbitrairement retenus dans le camp de Guantanamo, sans aucun jugement, aucune assistance, en violation avec toutes les règles internationales.

Ce «grand pays démocratique» se considère au dessus des règles, des principes et conventions et des droits. Il emprisonne, et comme le dit le document de l'ONU accablant pour Bush, il torture en «développant des techniques d'interrogatoire autorisées par le département de la défense américaine». Il enlève, comme n'importe quel mafieux ou voyou pourrait le faire, des hommes sous prétexte qu'ils auraient eu un rapport possible avec des organisations terroristes. Il s'érige en juge, procureur et avocat au mépris de toutes les règles internationales.

Le rapport qui sera présenté en mars à la commission des droits de l'homme de l'ONU, doit jaillir à la face du monde. Mais pour cela, il faudra que les grands médias aient le courage d'affronter les réalités, ne plus défendre cette administration américaine coûte que coûte, ne plus la montrer comme la garante de nos libertés et de celles du monde. Il faudra avoir le courage et l'honnêteté de montrer la vérité : «celle d'une machine de domination qui ne partage rien, qui écrase tout opposant, une machine qui ne vit que pour elle-même, ou tout au moins pour l'argent».

Y.C.



## SOUSCRIPTION DES «NOUVELLES»

Dans un monde où tous ceux «qui ne caressent pas l'actualité dans le sens du poil», ont du mal à faire valoir leurs idées et à vivre, il est important que se développe une solidarité afin que chacun puisse s'exprimer, porter sa colère, sa contradiction, ses propositions. C'est ce que s'efforce de faire notre journal chaque quinzaine en offrant à ses lecteurs une autre image du fait, de l'évènement, de l'actualité.

Il est de notre devoir de tout faire pour que notre journal puisse continuer à entrer, tous les quinze jours dans plusieurs milliers de foyers de notre département, puisse se développer, se moderniser.

La souscription qui a été lancée en début d'année, a cette vocation. Nous souhaitons, pour le journal, qu'elle prenne encore un élan plus grand, nous y croyons. Chaque semaine de nouveaux chèques nous parviennent, d'autres doivent compléter la liste dans les jours, les semaines qui viennent.

A titre d'exemple, savez-vous que les frais d'expédition par la Poste d'un numéro des Nouvelles, s'élevaient en décembre 2005 à 387,60 € et qu'il est aujourd'hui de 709,76 €...

**3<sup>e</sup> liste des souscripteurs :** Lafond Marcel, Vertou, 14 € ; Douguet André, Vertou, 14 € ; Marion Paul, Vertou, 15 € ; Le Cloerec Claude et Madeleine, Vertou, 14 € ; Kervely Remy, La Baule, 50 € ; Leray Pierre, St Lyphard, 30 € ; Sanchez Santiago, Nantes, 25 € ; Augnard Pierre, Coueron, 100 € ; Piau Henri, Reze, 20 € ; Baldini Dominique, Thouaré sur Loire, 20 € ; Potiron Didier, Savenay, 20 € ; Weirich Armande, St Nazaire, 40 € ; Pezeron Annie, Nantes, 15 € ; Moysan Henri, Nantes, 20 €

Les chèques sont à libeller à ADF-PCF 44 et à transmettre à la Fédération, 41 rue des Olivettes, 44000 -Nantes en inscrivant au dos du chèque «souscription Nouvelles».

Votre don vous donnera droit à une réduction sur vos impôts sur le revenu dans la limite de 60 % de la somme versée.

## Trignac : inauguration du centre Jean-René TEILLANT

Beaucoup de monde dans le nouveau centre de loisirs et d'accueil périscolaire de Certé à Trignac pour inaugurer le nouvel équipement qui portera le nom de Jean-René Teillant, dirigeant communiste et 1<sup>er</sup> Adjoint de la ville de Trignac qui nous a quitté le 21 novembre 2002.

Parmi toutes ces personnes rassemblées en ce samedi matin, sa femme Annick, ses enfants et petits enfants, sa famille, de nombreux camarades et élus de l'agglomération nazairienne, Michel Rica, secrétaire de la Fédération, dissimulaient difficilement leur émotion et leur satisfaction d'être présents à l'inauguration de cet exceptionnel équipement qui portera dorénavant le nom d'un homme qui, par sa vie trop courte a marqué de son empreinte, la politique



dans toute la région nazairienne et dans le département. Jean-Louis Le Corre, prenant la parole a tenu à rendre hommage à son ancien premier adjoint en rappelant le chemin militant que fut celui de Jean-René.

Très vite dirigeant, très actif de la jeunesse communiste en Loire Atlantique, il devint à 24 ans, 1<sup>er</sup> Adjoint de Trignac chargé du sport et de la jeunesse. Responsable de la section de la Brière et ensuite secrétaire de la Fédération du Parti Communiste, il siégea au Comité national de son parti.

Tous ceux, nombreux, qui ont travaillé, milité avec Jean-René se souviennent de la chaleur, de l'humanisme et de l'humilité qui le caractérisait.

Joël Batteux, président de la



Carène était également présent à cette inauguration d'un équipement communautaire. Il tint à dire de Jean-René Teillant avec qui il a travaillé «Jean-René était un homme bien». Dans son intervention lui aussi pleine d'émotion comme fut celle de Jean-Louis Le Corre, Joël Batteux rappela l'engagement de Jean-René, un engagement pour le respect de l'autre, pour plus d'équité, de lutte contre la pauvreté, un engagement d'un militant politique pour la construction d'une alternative progressive et de gauche.

Nul doute que Jean-René qui avait été de ceux qui ont

participé à la création de la Carène et qui souvent rappelait qu'il avait foi en la construction d'une intercommunalité dans l'intérêt de tous, malgré les différences, aurait été fier nous en sommes persuadé de la réalisation en direction de la jeunesse qui porte maintenant son nom.

Annick Teillant, sa femme, émue mais déterminée a tenue à prendre la parole lors de cette cérémonie en remerciant tous celles et tous ceux qui, rendant hommage à Jean-René en donnant son nom à ce bel ouvrage, montre leur volonté de faire vivre ce centre pour la jeunesse dont s'est toujours soucie Jean-René. Le faire vivre, a-t-elle conclu, c'est aussi nous faire revivre.



## Construction navale : La CGT donne un avis négatif au projet AKER



Pour la CGT qui avait un avis à donner sur la vente des chantiers à AKER, la réponse est négative. C'est avis n'est pas une fin en soi mais au contraire une affirmation que la Construction navale doit avoir un avenir national, a déclaré le syndicat.

La CGT rappelle que les réponses ne sont pas données au conditionnel sur des points fondamentaux :

- L'avenir des doublons (services commerciaux, achats, bureaux d'étude)
  - Les investissements industriels.
  - Les niveaux d'activité.
  - Les risques d'une activité mono-produit.
  - L'avenir du site de Lorient.
  - L'avenir de la sous-traitance locale.
  - Quel projet industriel.
- Pour le syndicat, ceux qui se présentent comme les défenseurs de la libre concurrence, pratiquent en fait l'in-

verse en concentrant l'activité européenne de la Construction navale. N'ouvrez pas toutes grandes les portes du marché aux pays asiatiques, concluent, sur ce point, les élus avant de rappeler une série de propositions. S'il faut trouver des synergies, il faut les chercher avec les armateurs, les affréteurs, tout ce qui constitue la filière maritime et ceci à commencer par le territoire national. Oui, il y a des investissements à faire. Les liquidités d'Alstom doivent servir à cela et, s'il le faut le système bancaire français devra apporter sa contribution.

Ce sont autant d'aspects, conclut la CGT, qui fondent notre démarche syndicale et qui continueront de faire nos objectifs quelle que soit l'issue du projet qui nous est soumis.

## Quand les éoliennes se mettent à pousser

Ce ne sont pas moins de 64 projets pour 262 éoliennes qui sont aujourd'hui à l'étude en Loire-Atlantique. Dans une longue procédure, pour arriver à leurs fins, les nouveaux marchands d'énergie ont pour une douzaine de dossiers, passé le cap de la commission des sites. Pour les autres, il faut encore attendre les différentes étapes nécessaires à l'installation de ces immenses machines de plus de 50 mètres de hauteur.

Dans ce labyrinthe administratif, personne ne parle d'une question cruciale : Qu'advient-il de la production des quelques 478 Mégawatts prévus, de production d'électricité par rapport au service public de l'EDF, et à quel prix sera cette nouvelle production ? Affaire à suivre.

## L'Humanité Dimanche

L'Humanité Dimanche revient. Un nouveau magazine grand public pour contrer le matraquage médiatique libéral.

Les 9, 10, 11 et 12 mars, il sera au rendez-vous, non seulement de celles et ceux qui ne se satisfont pas de la situation actuelle mais il sera l'outil de tous ceux qui veulent peser pour que d'autres choix politiques soient faits.

Ne ratez pas le rendez-vous de lancement de cette nouvelle formule, retenez le auprès de votre diffuseur ou de votre marchand de journaux, participez à sa vente de masse.



## Nécrologie

La maladie a emporté notre camarade Jean DELAUNAY de Saint-Nazaire, personne connue quoi que discrète qui aimait se retrouver avec ses camarades en réunion. Jean est l'une de ces victimes de l'exclusion, des politiques d'inégalités. Il est parti dans les conditions qu'entraîne cette fracture sociale, dans l'obscurité et le froid suite à des coupures d'électricité brutalement décidées. A sa famille et ses camarades communistes les «Nouvelles» adressent leurs pensées émues.

### « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU  
Commission paritaire : N° 0310 / 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55  
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de : Marie-Annick BENÂTRE ; Michel DEJEU ; Michel LUCAS ; Jean-Paul MARTEL ; Jean-Yves MARTIN ; Aymeric SEASSAU ; Yann VINCE





# Le dossier.

## Le scot marque le PADD

### Quand des sigles déterminent notre avenir territorial



On sait que le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) doit définir le projet de territoire de la métropole Nantes/Saint-Nazaire à l'horizon 2020. En fixant des objectifs aussi bien au niveau des intercommunalités qu'à celui des communes (Plans Locaux d'Urbanisme). Qu'en est-il ? L'élaboration de ce document est donc en cours, selon trois phases. La 1<sup>ère</sup> phase était, en 2004, l'éta-

blissement d'un diagnostic, identifiant forces et faiblesses du territoire et les grands enjeux de son aménagement. En 2005, il s'agissait de la rédaction d'un document stratégique exprimant le «projet d'aménagement et de développement durable» (PADD) de la métropole présenté en ce moment. En 2006, ce sera également la traduction des orientations du PADD en règles d'urbanisme qui s'imposeront aux sché-

mas de secteurs et aux PLU. Après une phase d'expression des avis des différents partenaires (Etat, Conseil régional, Conseil général), le SCOT sera soumis ainsi à enquête publique fin 2006, puis approuvé au début 2007. Le texte de ce PADD, abusant de belles formules un peu creuses, n'est ainsi pas avare de «développement durable» et de considérations «logistiques». Mais reste cependant à savoir s'il répond pleinement aux besoins cruciaux d'aménagement dans l'espace qu'il recouvre ? Or, il n'envisage pas de remise en cause ses limites initiales : celles des agglomérations de

Nantes (CUN) et Saint-Nazaire (CARENE) et des intercommunalités intermédiaires associées. Ce qui définit donc une zone exclusivement nord-Loire, n'ouvrant aucune perspective à un indispensable rééquilibrage sud-nord de part et d'autre de l'estuaire.

Concernant les grands projets structurants en perspective, tels que le nouveau franchissement de la Loire et le futur aéroport de Notre Dames des Landes, il se contente d'en «prendre acte», sans plus s'engager, mais sans chercher non plus en tirer toutes les conséquences qui ne manqueront pourtant pas d'ici 2020. Evoquant la «forme de la métropole», le projet réaffirme dès lors qu'elle «est et restera organisée

autour de ses deux grands pôles», son objectif étant de les «conforter et spécialiser» en tant que «pôles d'excellence industrielle, technologique et scientifique», par les «activités nouvelles», les «pôles de compétitivité», les «grands projets de recherche» et en y «ren-

forçant les infrastructures numériques». Quant aux autres communautés de communes de l'entre-deux, même si on les baptise pompeusement «pôles structurants», il paraît cependant clairement qu'elles ne «viennent [qu']en relais et en complément» des deux agglomérations, réduites à un «rôle de maillage du territoire», avec une «vocation à devenir des lieux privilégiés pour l'accueil des

nouveaux logements et l'implantation d'activités», tout autres que celles réservées deux pôles métropolitains. Dans un tel habillage sémantique, le plus parlant vient encore des cartes. L'une d'elle (p.24) souligne involontairement le déséquilibre Sud-Nord. Elle marque aussi la différence entre les deux agglos, dont l'objectif est de «proposer une offre tertiaire et technologique de dimension stratégique», alors qu'il ne revient aux «pôles structurants» que «d'organiser l'offre tertiaire». En l'état, ce PADD n'apporte donc guère de réponses pleinement satisfaisantes à des questions essentielles, sans doute encore trop éloignées des préoccupations des habitants. Mais dont il est souhaitable qu'élus et citoyens s'emparent, s'agissant des perspectives territoriales de tous.

Travailler à des réponses en rapport avec les préoccupations

Yann VINCE

«Pour un co-développement humain de l'espace métropolitain»

Lors de la conférence métropolitaine du 10 juin 2005 ou encore lors du comité syndical métropolitain du 8 décembre dernier à l'occasion du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCOT, les élus communistes l'ont exprimé en considérant qu'un aménagement durable du territoire doit partir de l'ensemble des besoins sociaux et environnementaux des habitants. Il en est ainsi des besoins en logements et en particulier aux besoins de logements sociaux sur l'ensemble de l'aire urbaine : nous préconi-

sons pour cela une politique plus coercitive à l'égard des communes ne remplissant pas l'obligation légale des 20 %. Il en est ainsi s'agissant des déplacements et du développement des transports en commun : nous revendiquons une meilleure utilisation de l'étoile ferroviaire nantaise. Les choix réalisés en matière de politique économique doivent enfin contribuer à développer l'emploi durable : nous soutenons une politique de développement industriel (extension du port à Donges Est et à Cheviré, réalisation du nouvel aéroport à Notre Dame des Landes, soutien à une Construction navale performante par la mobilisation de la filière maritime et l'élaboration d'une politique industrielle pour la Navale en France et en Europe). Les élus communistes estiment enfin qu'il faut tendre vers l'objectif d'une

totale maîtrise de gestion en régie directe des grands services publics (eau, assainissement, déchets) pour garantir un environnement de qualité. Pour les communistes, une démarche de développement durable doit conjuguer développement économique et réponse aux besoins des êtres humains. Les exigences de progrès économique et social, de lutte contre les inégalités, de préservation de l'environnement doivent être complémentaires. C'est une démarche de co-développement humain.



## Ils ont dit :



**Didier POTIRON**  
Membre du Conseil communautaire Loire et Sillon  
Dans la charte fondatrice du SCOT, il est dit que les collectivités doivent mettre en place des coopérations qui leur permettent de «garantir à toutes, un développement équilibré et solidaire», que «le projet d'aménagement et de développement durable devra respecter les spécificités, les identités et les prérogatives des différentes entités communales à faire valoir leurs intérêts vitaux».

Pour ne pas fabriquer des cantons-dortoir, comme cela peut-être le cas pour Savenay, il est nécessaire de rééquilibrer les territoires aussi bien sur le plan économique, de l'habitat, des équipements structurants (culturels, sportifs, sociaux) pour aller vers un territoire cohérent et solidaire. Pour cela, une véritable solidarité, y compris financière, doit être mise en place pour répondre à une volonté croissante et légitime de nos concitoyens de vivre pleinement leur vie de famille, leurs activités sportives, culturelles ou associatives sur leur territoire.

**Hubert DELAHAIE**  
Président du groupe communiste à la Carène

Au nord de l'estuaire, nous travaillons à une évolution maîtrisée de notre territoire, c'est nécessaire quand, au-delà des mots, on veut se préoccuper du développement durable. Dans «développement durable», il y a «développement» c'est-à-dire l'emploi et la création de richesses. De ce point de vue un projet qui, selon ses auteurs, à vocation européenne, se doit d'aller plus loin que de vouloir «consolider le potentiel industriel...» de la région. Au moment où la droite accompagne quand elle ne la précède pas la financiarisation de l'économie (le rapprochement entre Gaz de France et la Banque Suez en est le dernier exemple !) ce n'est pas un luxe de voir figurer en toutes lettres dans un document d'orientation qui marquera les vingt prochaines années, qu'Airbus, le développement de la construction navale, et des activités portuaires constituent des éléments structurants et à valoriser du potentiel industriel de la région nazairienne. De ce point de vue quand les rédacteurs évoquent «les projets de développement spatial du port», il doivent prendre acte que l'aménagement de Donges Est, est incontournable, souhaitable et maintenant urgent.



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### CNE : premier acte judiciaire

Le jugement de Longjumeau n'est que le premier d'une série qui s'annonce longue. Le Conseil de Prud'hommes vient de condamner lourdement deux PME pour usage et rupture abusive d'un CNE.

### Lidl primé

...pour la vidéo surveillance de ses salariés à l'entrepôt de Sautron. Ces salariés étaient en grève en novembre dernier pour dénoncer ce flicage. 51 d'entre eux ont porté plainte.

### Profits et pauvreté en hausse

Corrélation entre deux séries de statistiques qui viennent d'être publiées : Une première afférente aux profits boursiers qui s'envolent. Les groupes du CAC 40 annoncent des résultats mirobolants - supérieurs à 80 milliards d'euros - trois fois plus en trois ans - et de fortes hausses des dividendes liées à une gestion exclusivement tournée vers la rentabilité financière.

Au même moment une deuxième série de statistiques publiées par l'INSEE début février annonce une forte hausse de la pauvreté. Avec 6,3% c'est un retournement spectaculaire de tendance, le premier depuis 30 ans, hormis 1990, année de récession. 260 000 Français ont basculé dans la pauvreté en un an. Soit 1 000 pauvres de plus par jour ouvrable.

### 7 millions

C'est le nombre de personnes pauvres en France, si l'on prend en compte pour déterminer le seuil de pauvreté, 60 % du revenu médian. Source : Rapport de l'observatoire de la pauvreté

### Pas de punition collective

Le PCF dénonce la suspension par Israël du transfert de 50 millions de dollars mensuels qui reviennent légalement à l'autorité palestinienne. "...La France et les Européens doivent maintenir les aides et les coopérations ; ils doivent prendre sans attendre des initiatives pour contribuer à la reprise d'un processus de paix en mettant le Hamas devant ses responsabilités, en soutenant le Président de l'autorité palestinienne, en faisant pression sur Israël pour qu'elle respecte les engagements de la «feuille de route».

### Dites non

Acheter du sexe n'est pas sport. Dites non à la prostitution des femmes pendant la Coupe du monde de football en 2006 ! Signez la pétition : <http://catwepetition.ouvaton.org>

### 8 mars

«Le féminisme n'a jamais tué personne. Le machisme tue tous les jours» Benoîte Groult, écrivaine canadienne.

### Attaque sans précédent

Pour exiger le retrait du nouveau projet de loi sur l'immigration, manifestons le 18 mars à 15h Place du Commerce à Nantes



## Les profits d'aujourd'hui ne sont pas les emplois de demain

Les groupes du Cac 40 pulvérisent leurs records financiers, alors que les salaires régressent et que les suppressions d'emplois se multiplient, que la précarisation des jeunes s'institutionnalise.

Des sommes colossales sont versées aux actionnaires, des concentrations se préparent à grands coups d'OPA, annonçant des licenciements massifs dans des domaines comme l'énergie ou les télécommunications.

France Télécom : bénéfices = +89% en un an ; emploi = -17000. Total annonce lui un bénéfice record de 12 milliards d'euros en 2005, en hausse de 31%, alors que le groupe refuse les investissements nécessaires, que les consommateurs dont les revenus n'augmentent pas, paient le carburant au prix fort. Des PME-PMI sont dilapidées par des actionnaires-dirigeants peu scrupuleux. C'est ça le capitalisme !

## Notre département n'est pas épargné

### De Clisson ...

Si les «low cost» (compagnies à bas coûts) tirent le trafic des aéroports régionaux français, affirme-t-on dans les milieux économiques ; pour les entreprises, cette politique tire l'emploi vers le bas. Atlancim-Clisson, après Atlancim-Carquefou, en fait les frais. Les salariés dénoncent cette politique «AU LOW COST» qui fait 83 victimes. Politique qui délocalise une partie de la production vers les pays à main d'œuvre bon marché. Depuis le 11 janvier, cette entreprise est en redressement judiciaire. Les dirigeants de cette entreprise parlent d'un éventuel repreneur. D'ici là, un plan social est annoncé avec ses 83 licenciements.

### A Guérande : Espoir et inquiétude.

Les salariés de Celestica à Guérande congédiés pour cause de délocalisation attendent toujours la reprise du site. Les 1<sup>ères</sup> embauches étaient annoncées pour la mi-janvier, puis, voilà qu'aujourd'hui la reprise des locaux est fixée pour avril avec, à la clé... 25 emplois. " Officiellement " : assure t-on ! Rappelons que l'activité de Celestica a été délocalisée en République Tchèque avec à la clé près de 130 licenciements effectifs.



## Patrons voyous

Pendant des années, les salariés d'UFM à Châteaubriant ont accepté humiliations, injures, vexations, brimades, harcèlement.. Et puis, ils ont dit «assez» et se sont organisés pour se défendre. Mais, la direction ne l'a pas entendu de cette oreille et a promis : «je coulerai la boîte». Le 15 février, le Tribunal de commerce a prononcé la liquidation de cette entreprise et 60 licenciements.

Cette situation est scandaleuse. Cette fabrique de moules, modernisée en 1995 avec 3 millions de francs de subventions européennes, est économiquement viable. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu et d'un potentiel de commandes conséquent.

Cette entreprise démantelée, puis liquidée en toute impunité selon le bon vouloir d'actionnaires-dirigeants peu scrupuleux ne doit pas allonger la liste noire du saccage honteux de nos PME.



### ...En passant par Couëron

Après la fin d'un symbole, celui des «filles de Chantelle», en septembre dernier ; une autre entreprise, Berylco subit la même loi. Celle du rouleau compresseur du libéralisme qui privilégie la recherche maximum des taux de profit. D'un côté, la délocalisation au Maroc ou en Thaïlande, de l'autre une restructuration pour faire face à la concurrence du sud-est asiatique ; et au centre la réduction des coûts de production. Ces jeux

dangereux de Monopole, de guerre économique, de gâchis économique engendrent systématiquement des licenciements. 35 chez Berylco sur les 102 emplois vont allonger les files à l'ANPE. La démarche de «calcuette» patronale fait fi des salariés, de leur savoir-faire ... et du code du travail (8 délégués syndicaux sur 9 étaient dans les licenciés). Il est temps de se dégager de ces règles que la course aux rendements financiers nous impose.

## Réaction du PCF

Yves BLAIS estime que «les salariés de UFM sont victimes de ces patrons-voyous qui se servent de la «loi de sauvegarde des entreprises», votée par la droite (UMP-UDF) en janvier 2005. Cette loi - combattue par la gauche dont le Parti Communiste en première ligne - n'a pour but que de permettre aux banques et aux patrons de sécuriser leurs super profits, de sauver leurs meubles. L'amendement pour y associer le plan de sauvegarde de l'emploi, déposé par la gauche, a été repoussé. Les dégâts sont visibles aujourd'hui à Châteaubriant».





# Evènements, culture, idées.

## À propos du nouveau roman de Jean Rouaud «L'imitation du bonheur» au lieu Unique

C'était il y a peu, au début de Février, au Salon de Musique du Lieu Unique : Jean-Claude Lebrun et Jean Rouaud étaient invités à dialoguer. Ces deux-là se connaissent, s'apprécient, s'aident, sont complices que «c'en est un beurre» aurait écrit Aragon. Le premier, chroniqueur littéraire à France-Culture et à L'Humanité, avait su, en 1990, faire découvrir au grand public «Les champs d'honneur» et n'a pas cessé depuis de suivre à la trace le fécond cheminement du second, qui, lui, n'oublie pas ses «Chroniques» parues dans L'Humanité et regroupées dans un volume intitulé «La Désincarnation» (Folio- 2001).

Il s'agissait pour l'un comme pour l'autre de revisiter les pratiques romanesques, à l'occasion de la parution (l'apparition ?) chez Gallimard de «L'imitation du bonheur», qu'accompagne la sortie de la version illustrée par Bernard Desprez des «Champs d'honneur» aux Editions Casterman. Il ne sera pas question ici de l'échange entre les deux amis, ni du plaisir ressenti à leur écoute par un public subjugué... mais de ce gros volume de 579 pages ; pour quelqu'un qui «craignait de ne pas parvenir à remplir l'équivalent d'un livre» on ne peut pas dire que c'est raté !

C'est à un voyage au rythme lent, alors que la Commune de Paris vient de sombrer dans la tragédie, et qu'une répression féroce s'abat sur ceux que la grande peur des possédants qualifiait de «canaillies», la fin d'un trajet en train entre Paris et Le Puy en Velay, que continue un parcours en diligence vers St Martin l'Our dans les Cévennes, que nous

convie le très aimable et très singulier Jean Rouaud, maîtrisant à merveille le triangle magique auteur-acteur-lecteur, sachant tromper le réel avec l'imaginaire, pour atteindre au summum du récit.

Constance Monastier, qui a échappé de justesse, mais à quel prix !, à un destin de servante ou de catin, de retour de Versailles va croiser le chemin d'Octave Keller, miraculé d'une de ces mitraillades, comme au Mur des Fédérés, qui firent tant de victimes.

L'histoire de Constance se ralentit en même temps que la diligence finit par s'arrêter : au beau milieu du livre (audace !, génie de l'écrivain !) elle va dire au proscrit à bout de forces

«Je viens avec vous», c'est là, au moment où s'élève la belle figure d'Eugène Varlin le lumineux, l'Admirable, que Jean Rouaud nous fait franchir «la ligne de démarcation entre la bêtise et la grâce», que cette «évidence lumineuse» nous étirent, que nous basculons «vers le versant ensoleillé du monde», que nous nous arrachons «à des années d'effacement, de soumission, d'ordres jamais discutés» que nous sentons «le grand cœur du monde qui déplace les montagnes». Et plus tard, à l'évocation d'une photo de combattants républi-

cains en Espagne, «nous savons, rien qu'à les regarder, que c'est avec eux qu'il faut être». C'est un long et merveilleux poème d'amour en prose que Jean Rouaud adresse à son héroïne, tout de charme, de douceur et de retenue, qu'interrompent pour notre édification d'innombrables jalons dans l'Histoire et dans l'art de raconter des histo-

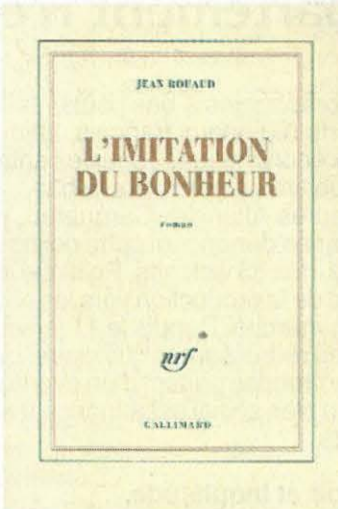
ires, dans l'époque «réelle» vécue par Constance et Octave, dans le futur qui s'annonce : on y croise aussi bien Buffalo Bill dans ses débuts au cinéma, que Zola irrésistible «inspecteur de la littérature scientifique», Proust (sans moustache et encore en devenir dans le ventre de sa mère), l'ignoble

Gallifet, ou encore Pierre Larousse dont le dictionnaire est appelé fréquemment à la rescousse etc.

Jean Rouaud a le bonheur de croire en ses pouvoirs pour extraire des possibles un imaginaire fort réel ; derrière sa voix douce, son regard pétillant, il sait nous faire entrer sans barguigner dans la mystérieuse alchimie de la mise en vie de ses personnages.

Merci, l'Ami, je viens avec vous !

J-P Landais



J. Rouaud, «L'imitation du bonheur», NRF, Gallimard, 2006, 580 p., 22,50 €.

## Coup de cœur

### Jeannette Rumin-Thomé : J'avais huit ans en 1940

La petite fille dont le portrait orne la couverture a vécu la guerre, la gêne, les humiliations, la mort de son père et la maladie. Devenue jeune fille et femme, elle a connu la ferveur et la joie des engagements militants pour la justice, l'égalité, la paix, la dignité, pour le pain et pour une école plus émancipatrice.

Jeannette est née à Paris, en 1932, d'un père gendarme et d'une mère institutrice. Elle a vécu une partie de son enfance à Blaye, en Gironde, puis sa jeunesse à Pornichet et Saint-Nazaire. Elle a fait des études de lettres classiques à Nantes et à enseigné pendant 35 ans, notamment à Saint-Nazaire, et puis à Angers.

Elle a milité pour la paix en Indochine, contre l'arme nucléaire, pour la paix en Algérie. Pour une société plus juste, plus humaine et solidaire.

«Je voulais seulement transmettre à mes petits enfants un passé que bientôt personne ne comprendrait plus», dit-elle.

«J'étais en quelque sorte une survivante, un Jacques Bonhomme féminin qui avait besoin de dire...». Michel Verret, qui l'a encouragée et suivie dans son projet, évoque dans sa préface le «grand soleil de la Libération. Plus

que l'espérance, la militance. C'est là que je l'ai connue, Jeannette, étudiante, et moi jeune prof, à Nantes, Nantes si dévastée, dans les baraques de logement où se réunissaient aussi les cellules communistes». Car elle est «communiste, oui : cette jeune fille si timide, si hardie, communiste toute simple, et comme elle était simple, c'était assez simple d'être avec les ouvriers en bleu, les postiers des bonnes nouvelles, les institutrices des maternelles».

Aujourd'hui grand-mère, elle livre en termes simples une chronique de la vie quotidienne à l'époque de la guerre et de l'après-guerre. Les déceptions et amertumes de la vie personnelle et militante n'ont pas altéré ses convictions premières. Elle ne renie pas ses choix et ses combats humanistes.

Jeannette Rumin-Thomé, «J'avais huit ans en 1940». Ed. l'Harmattan, ISBN : 2-7475-9726-1, 2006, 202 pages, 17,5 €.



## Exposition...



### La Loire-Atlantique et ses milieux naturels à l'Hôtel départemental

Notre patrimoine naturel est d'une grande diversité : 60.000 hectares de zones humides : marais de Brière, de Goulaine, de l'Erdre, lac de Grand-Lieu, estuaire de la Loire, marais salants ; 133 km de côtes rocheuses, de dunes et de longues plages ; de nombreux cours d'eau : l'Erdre, le Don, la Sèvre nantaise ; des étangs et landes.

L'exposition étant destinée avant tout, aux scolaires et au grand public, le choix s'est porté sur la réalisation d'une carte interactive du département. Cet outil présente l'avantage de rendre le public acteur et de permettre à plusieurs personnes de découvrir simultanément les différents sites du département. Elle propose ainsi une lecture générale des milieux naturels sur le territoire qui intègre les notions de relief et d'entités paysagères : villages, forêts, étendues d'eau...

Entrée libre, tous les jours sauf samedi et dimanche Hôtel du département, 3 quai Ceineray, 44041 Nantes.

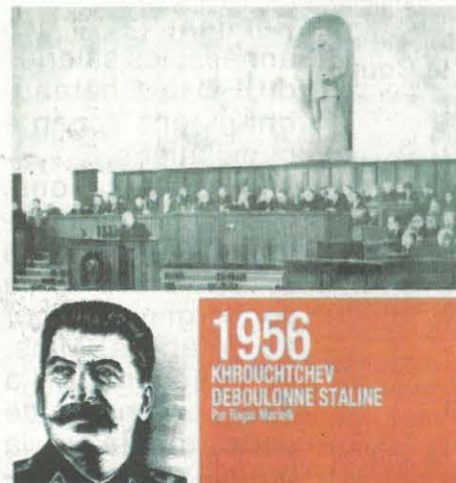
## Lire

### 1956 : Khrouchtchev déboulonne Staline Un DVD du mensuel Regards

Moscou, février 1956. Il y a cinquante ans, devant le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique), Nikita Krouchtchev, son secrétaire général, prononçait à huis clos un réquisitoire en règle contre les crimes de Staline, à travers une vigoureuse dénonciation du «culte de la personnalité».

Dans ce DVD, distribué aux abonnés de la revue mensuelle Regards, l'historien

Roger Martelli raconte cet événement qui amorce la fin d'un mythe et d'un système : ses origines, son déroulement et ses premières consé-



quences en URSS, puis dans les «démocraties populaires» d'Europe de l'Est. Avec d'abord l'Octobre polonais et puis la tragédie

de Budapest, en novembre 1956.

En complément, on trouve sur ce DVD un film de propagande datant de 1949, «Staline, l'homme que nous aimons le plus» - bénéficiant, excusez du peu, de la collaboration de Paul Eluard et de Jean Wiener ; ainsi que de larges extraits d'un discours inédit de Maurice

Thorez devant le Comité central du PCF, le 9 mai 1956, un document fourni par les archives départementales de Seine Saint-

Denis. Maurice Thorez y commet, au minimum, un mensonge par omission au sujet de ce fameux rapport, qui a pourtant été communiqué aussitôt à la délégation française du PCF, qu'il conduisait. Mais il persistera cependant à le qualifier de «rapport attribué à Krouchtchev». Inaugurant ainsi un retard durable du PCF à admettre la légitimité de l'effort soviétique de déstalinisation. Un déni qui, on le sait, a persisté jusque dans les années 1970. Un éclairage intéressant, bénéficiant de documents inédits.

On peut se procurer ce DVD, au prix de 7 €, auprès de la Revue REGARDS, [www.regards.fr](http://www.regards.fr), 120 rue Lafayette, 75010 Paris.



## près de vous

### Basse-Goulaine

#### Le tour de passe-passe du Maire

Jacques ROUSSEAU a été l'unique intervenant du débat sur les orientations budgétaires de sa commune. Il a remarqué qu'au Congrès des Maires de France, le Président U.M.P., Jacques PELISSARD, a souligné que les maires «ont le sentiment de ne pas pouvoir accomplir pleinement [leurs] tâches faute de moyens politiques ou financiers». Relevant les records historiques enregistrés à la Bourse, le Conseiller municipal communiste a souligné que «les grandes entreprises dont on vante tant les performances financières, ont supprimé, ces derniers temps, 300 000 emplois». Il a par ailleurs remarqué le tour de passe-passe du Maire qui qualifie «d'ambitieux» son programme alors que la construction de la gendarmerie était déjà prévue dans les orientations passées, que les réserves foncières de la Place Saint-Brice ne sont pas «une grande nouveauté», que les logements sociaux seront réalisés par un promoteur et que la poursuite de la réalisation de la rue du Grignon sera réalisée par la Communauté Urbaine.

### Châteaubriant

#### Le temps des seigneurs est révolu !



Gilles BONTEMPS, Conseiller régional, a apporté son soutien aux salariés d'UFM Marie de Châteaubriant dans la bataille menée pour leur emploi et leur dignité. «Devant le gâchis organisé par votre direction qui a décidé de casser cette entreprise qui était, il y a quelques temps encore, l'un des fleurons de l'industrie castelbriantaise et de jeter des dizaines de salariés à la rue, l'élu communiste que je suis ne peut que s'indigner et soutenir toutes celles et tous ceux qui décident de relever la tête et d'agir dans l'intérêt des salariés et de la collectivité. Le «Temps des Seigneurs» est révolu : les salariés ne sont pas des kleenex que l'on jette et méprise après avoir largement profité du résultat de leur travail». Au moment où le gouvernement tente par tous les moyens de casser le code du travail, les salariés ont besoin au contraire de toute la législation sociale possible pour empêcher de telles pratiques, privilégiant les actionnaires au détriment de l'emploi et de la dignité des salariés.

## L'activité

### C.N.L.

#### Une rencontre qui pose les vraies questions

La Confédération Nationale du Logement (CNL) des Pays de la Loire et de Bretagne a organisé à Nantes, un Forum (le huitième dans la région) auquel participaient Claude Constant et Raymond Lannuzel. L'objectif était d'échanger et de faire apprécier les positions de la plus ancienne et de la première organisation des usagers du logement. Les échanges, parfois vifs, ont été riches en propositions. Depuis 1916, la CNL se bat pour le droit au logement pour tous, alors «casser des logements en période de crise chronique pour désenclaver les quartiers populaires, nous semble irresponsable» affirme Guy Bernard, le responsable départemental, relayé par nombre de militants. «C'est l'exclusion qui a généré des ghettos, pas le béton» a-t-on souligné dans la salle avant de poser les questions qui fâchent : «Est ce bien nécessaire de démolir ? Ne peut on pas entretenir ou réparer, voire réhabiliter ?» «La reconstruction ne se réalise jamais à un pour un» et le «montant du nouveau loyer n'est jamais identique à celui du logement quitté, il est toujours supérieur»... Claude Constant Adjoint à la Mairie de Nantes et administrateur de l'Office municipal HLM (Nantes Habitat) a, pour sa part, dénoncé «le désengagement de l'Etat» et rappelé «que le PCF réclame un véritable Service Public National du Logement». A la table ronde débattant des services publics, Raymond Lannuzel, également Adjoint à la mairie de Nantes, a notamment expliqué le travail des élus communautaires de son groupe au sein de Nantes Métropole, pour maintenir la distribution de l'eau dans le service public.

### SNCF

#### Nantes-Châteaubriant sur de bons rails

Intervenant lors du dernier Conseil communautaire à propos de la réouverture de la ligne ferroviaire Nantes-Châteaubriant, Michel RICA a démontré l'efficacité de l'action des collectivités territoriales quand elles décident toutes d'agir en poussant très fort dans le même sens. C'est ainsi, en dépit des difficultés rencontrées, qu'a été votée une délibération approuvant le partenariat entre la région, le département, la communauté urbaine, SNCF et RFF pour rouvrir la ligne. Cet accord, a souligné Michel RICA, «constitue un véritable événement dans un contexte où le gouvernement de droite ne cesse de réduire les aides de l'Etat en faveur des transports collectifs...» Nous avons gagné a précisé le Conseiller «parce que les trois collectivités - région, département et Nantes Métropole dirigées aujourd'hui par la gauche- ont décidé de coopérer pour construire avec ce dossier une véritable complémentarité de transport régional, départemental et urbain dans l'intérêt bien compris des populations».

La réouverture qui a «le total soutien du groupe des élus communistes... va constituer l'un des dossiers majeurs du mandat de nos trois collectivités respectives, mesurant qu'il constitue un véritable désenclavement du nord du département en même temps qu'une offre de transport ferroviaire cadencée pour toute une partie des populations de la communauté urbaine».

### Nantes

#### Les finances locales en débat contradictoire

Le 16 février, les élus communistes de l'agglomération nantaise organisaient, salle de la Convention, un débat pluraliste autour des finances des collectivités locales. Céline BARRE représentait l'UMP, Hubert MENARD l'UDF, Albert MAHE le PS, Christian PELLOQUET le PCF. Le tour de table débuta par l'analyse controversée des causes des difficultés financières : les décentralisations successives, les transferts de charges sans compensation à la hauteur, la précarité d'une partie croissante de la population... Comme on peut le deviner, la discussion fut animée avec la volonté fortement exprimée par certains de ne pas taxer systématiquement les entreprises à travers la taxe professionnelle ou le Versement transport... Christian PELLOQUET a rappelé, exemples à l'appui, que des ressources étaient disponibles dans lesquelles il fallait avoir la volonté politique de puiser. En 2003 (derniers chiffres disponibles), les bases de taxe professionnelle rapportaient 117 milliards d'Euros, les actifs financiers des entreprises, 5000 milliards d'Euros, libres de tout impôt !



### Estuaire et marais

#### Anguilles et civelles en stationnement alterné ?



Cela pourrait prêter à sourire pourtant la question de la civelle et de l'anguille concerne encore des pêcheurs professionnels dans l'estuaire de la Loire et, pour l'anguille, pas mal d'amateurs dans le marais de Brière. François LIBERTI, député communiste de l'Hérault, pêcheur de métier pendant 35 ans, est vivement intervenu auprès du gouvernement français et a accompagné une délégation à Bruxelles pour protester contre un récent rapport européen qui sous couvert de protéger anguilles et civelles, vise tout simplement à supprimer les pêcheurs. Le texte propose, par exemple, une fermeture de la pêche aux anguilles du 1<sup>er</sup> au quinze de chaque mois. «Comme si, s'exclame le parlementaire, on pouvait traiter la vie des anguilles comme on instaure le stationnement alterné tous les 15 jours du mois dans nos communes !» Joint par téléphone, par Michel LUCAS, élu à Couëron, des pêcheurs de la Basse Loire ont fait état de leur «colère légitime» alors qu'ils ont déjà à affronter l'insuffisance des crues et les graves perturbations causées par les dragages de l'estuaire. «Avant, pour remonter le courant nous avions des moteurs de vingt chevaux, maintenant celui qui n'a pas un 100 chevaux n'a plus qu'à cesser son activité» remarquent-ils avant de demander que Bruxelles respecte «l'homme, ses racines, sa culture, son savoir faire sans lesquels il ne saurait exister une authentique politique d'aménagement durable».

### Saint-Nazaire

#### Les élus vous donnent rendez-vous le 18 mars

A gauche comme à droite, des voix nombreuses se font entendre pour demander une profonde réforme de la fiscalité locale. Dans les assemblées, les élus communistes s'expriment fréquemment sur cette question qui ne semble pas passionner les médias. Pour rompre le mur du silence, donner de la force à leurs propositions, les élus communistes et républicains de la région nazairienne, de la Brière, du Sud Loire et de la Presqu'île, organisent un grand rassemblement le samedi 18 mars de 15 heures à 17 heures sur le plateau piétonnier de Saint-Nazaire. A 16 heures, ils donneront, sur les lieux, une conférence de presse. Le jeudi 23 à 18 heures ils se rendront en délégation chez le nouveau sous-Préfet pour lui faire part de leurs préoccupations.



# 33<sup>e</sup> Congrès agissons pour construire l'avenir



**Un 33<sup>e</sup>  
Congrès  
du Parti  
Communiste  
au grand  
jour**

Depuis, le numéro 796 des «Nouvelles» du 24 novembre 2005, notre page 8 est consacrée exclusivement à la préparation du 33<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste dans notre département. Nous avons retransmis toutes les contributions qui nous sont parvenues, nous avons à chaque édition essayé par «la question du moment» et «vite lu» de répondre aux interrogations que nos lecteurs pouvaient se poser sur la préparation du Congrès.

C'est la première fois que les «Nouvelles» participaient de la sorte à rendre encore plus ouvertes et démocratiques les discussions des communistes du département en vue de leur Congrès national. Afin de poursuivre dans notre démarche, notre prochain numéro (804) consacrera 4 pages sur le déroulement de la Conférence fédérale (Congrès départemental) qui se déroulera les vendredi 10 et samedi 11 mars aux Sorinières. Nous relaterons ses travaux ainsi que les différentes décisions qu'elle aura entérinées, les votes qu'elle aura émis.

## Je, tu, il, elle...

**Joël CORPARD, section du Val de Loire**  
«Quelles candidatures communistes ?»

Une majorité du peuple, du monde du travail, des électeurs et électrices de gauche, dit vouloir rejeter cette société libérale. Mais, comme souvent, la gauche est divisée : il y a un manque de courage et l'espoir est absent. Qui peut donc porter à gauche l'alternative qui répondra aux exigences de notre peuple ?

Notre Parti est décidé à surmonter tous ces obstacles et à travailler d'une façon nouvelle les perspectives d'un rassemblement majoritaire. Comment ? La solution proposée de construire des candidatures portant ces engagements alternatifs, est innovante. Pourquoi ? N'était-il pas plus simple de lister des camarades du Parti puis de mener

campagne derrière «notre» candidat ? La proposition que ces candidatures soient aujourd'hui l'émanation d'un travail de rassemblement le plus large possible avec les salariés, les citoyens, ceux qui portent les luttes, les résistances au libéralisme pourrait s'avérer beaucoup plus juste et efficace ? N'est-il pas mieux que ces candidatures-là soient représentatives de la diversité sociale et politique, notamment de cette majorité de gauche qui s'est exprimée le 29 mai dernier ?

Cette démarche me satisfait grandement. Et surtout, comme il est dit dans le document, parce que le PCF considère sa participation à un lieu de pouvoir comme moyen de favoriser l'intervention populaire et non de s'y substituer.

**Marcel GUILLE, section de Loire et Sèvre**  
Un parti structuré et actif

Il n'est pas, selon moi, de rassemblement possible sans un Parti communiste structuré déployant une activité en phase avec le mouvement populaire, un parti citoyen, porteur de propositions et d'un projet de transformation de la société. Cela pose en premier lieu la question du renforcement. Mon expérience de la dernière période, les adhésions que j'ai pu réaliser, celles qui l'ont été dans la campagne du référendum, montrent qu'il existe de ce point de vue un potentiel réel. Or, les attentes de ces nouveaux (et nouvelles) adhérent(e)s sont importantes. Pour déve-

lopper une activité communiste, il faut des lieux, des initiatives et de l'animation. Les lieux, à mon avis sont d'abord et avant tout les espaces de proximité que sont les cellules ; des initiatives, cela suppose des plans de travail offensifs dans les quartiers populaires, les entreprises ; de l'animation : cela implique à mon sens des équipes de direction, d'organisation à tous les échelons de la vie du parti. Pour conclure, je pense qu'un tel parti structuré doit prendre également appui sur des élu(e)s en plus grand nombre pour répondre concrètement aux attentes des gens, à tous les échelons de la vie démocratique, du local au national.

**Amélie PAVAGEAU, section de Rezé Sud Loire**

Adhérer au Parti Communiste était pour moi un acte libre, d'engagement et d'affirmation des idées que je porte sur la société d'aujourd'hui. Cette société injuste où l'argent et le pouvoir dominant. Il est temps de remettre en cause ce système libéral qui oublie «la France d'en bas».

En tant que nouvelle adhérente, c'est la première fois que je participe à la discussion, au débat préparant le Congrès du Parti. Je trouve cela formidable que chaque adhérent ait ainsi la possibilité de s'approprier les documents, de formuler des idées, bref de s'exprimer. Avec l'organisa-

tion de réunions préalables à la Conférence de section, chacun a eu l'occasion de s'exprimer sur la base commune. Les échanges entre les adhérents ont permis un débat très intéressant. La base commune nous propose un programme, avec un certain nombre de propositions que nous devons défendre. Sur le plan stratégique, le débat semble porter autour des échéances électorales. En ce qui me concerne, je suis pour une candidature communiste à l'élection présidentielle, avec un candidat qui puisse porter l'idée qu'un autre monde est possible. A nous de montrer que le communisme est d'actualité et est nécessaire pour un avenir meilleur.

## ...contribuent au débat

### La question du moment...

Par Yann VINCE

#### La Conférence ou Congrès départemental(e)

Après les Assemblées générales des 12 sections du département réunies en Conférence de section (ou Congrès local), la prochaine étape est la Conférence ou Congrès départemental(e). Chaque section y est représentée et doit désigner ses délégué(e)s. Le Congrès départemental, comme les Congrès locaux des sections, devra contribuer à la définition des orientations du parti, lesquelles seront définitivement adoptées par le Congrès national. A l'ouverture des travaux, vendredi soir 10 mars prochain aux Sorinières, le Congrès départemental, élira statutairement un bureau qui, dès lors, se substituera au Conseil départemental sortant et prendra toutes les dispositions pour organiser les débats et les votes. Il constituera en outre en son sein une commission chargée d'animer le débat sur la base commune de discussion et une autre commission chargée des candidatures.

Le Congrès départemental devra élire sa délégation au Congrès national, ainsi que le prochain Conseil départemental et le Secrétaire départemental. Tous, toutes les délégué(e)s au Congrès départemental peuvent être candidat(e)s s'ils sont à jour, au moment du vote, de leur cotisation pour l'année en cours. Toutes les candidatures enregistrées sont soumises au débat. Les délégués se prononcent à bulletin secret sur la base d'une liste de candidatures devant refléter une juste représentation des différentes opinions exprimées. Des listes alternatives peuvent cependant être proposées si des délégués ne se retrouveraient cependant pas dans la proposition de liste commune. Le Congrès départemental se prononce enfin sur les candidatures au Conseil national.

Le Conseil départemental est l'instance départementale du Parti. Selon les statuts actuels du Parti, il dispose des pouvoirs d'initiative et de représentation du Parti au niveau départemental et prend toutes décisions intéressant l'ensemble du département. Il se dote d'un exécutif départemental dont il détermine la forme et l'organisation.

### Vite lu...

#### Un débat démocratique

L'ensemble des Assemblées générales tenues dans les différentes sections du département ? témoigne à la fois d'une grande et profonde discussion sur le contenu des textes qui étaient soumis au débat et d'autre part d'une volonté évidente de les améliorer. C'est ainsi que 152 amendements ou vœux ont été abordés, discutés, et votés durant ces assemblées, tous, acceptés ou non, seront transmis à la Conférence départementale qui, à nouveau, les soumettra à sa discussion.

Les textes pour lesquels on retrouve le plus de vœux et d'amendements sont :

La Stratégie avec 41 amendements venant de 5 sections

Le Parti avec 33 vœux ou amendements de 4 sections

La Visée communiste avec 31 amendements ou vœux émanant de 5 sections

Le Programme avec 27 amendements de 6 sections

Les Statuts avec 18 amendements ou vœux de 4 sections

Le Monde avec 3 amendements de 3 sections.